

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 87 — 1153

22 JUIN 1987. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 mars 1987 déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, notamment l'article 12 inséré par l'arrêté royal n° 509 du 5 février 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté ministériel du 6 mars 1987 déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'enrayer sans délai la spéculation dont les pièces d'or de 50 écus font l'objet,

Arrête :

Article 1er. L'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 mars 1987 déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le rachat par les établissements financiers des pièces visées à l'article 1er, s'effectue en fonction du cours quotidien calculé selon les modalités prévues à l'article 1er, déduction faite d'une commission établie par lesdits établissements.

Toutefois, en aucun cas ce rachat ne pourra se faire pour une valeur inférieure à celle calculée sur base du cours de l'or et du cours du dollar en francs belges sur le marché réglementé à Bruxelles, existant au moment du rachat. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 juin 1987.

M. EYSKENS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 87 — 1154

10 JUIN 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1927 portant le statut des agents de l'Etat, notamment la partie X, titre 1er, des peines disciplinaires modifié par l'arrêté royal du 25 février 1985;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, notamment l'article 3 modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, les articles 32 et 33, l'article 39 modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, l'article 42 modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 12 juillet 1982, l'article 49 modifié par les arrêtés royaux des 11 janvier 1975 et 28 juin 1983, l'article 51 modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961 et l'article 52 modifié par les arrêtés royaux des 24 mars 1961, 11 janvier 1975, 23 septembre 1975, 4 décembre 1979 et 28 juin 1983;

Vu le protocole du Comité de secteur I, daté du 1er août 1986;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 février 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 87 — 1153

22 JUNI 1987. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 maart 1987 tot vaststelling van de uitgifteprijs van de in ecus uitgedrukte muntstukken

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, inzonderheid op artikel 12 ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 509 van 5 februari 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 maart 1987 tot vaststelling van de uitgifteprijs van de in ecus uitgedrukte muntstukken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld een einde te stellen aan de speculatie op de gouden muntstukken van 50 ecus,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het ministerieel besluit van 6 maart 1987 tot vaststelling van de uitgifteprijs van de in ecus uitgedrukte muntstukken wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. De wederinkoop door de financiële instellingen van de in artikel 1 beoogde muntstukken gebeurt tegen de dagelijkse koers berekend volgens de in artikel 1 bepaalde modaliteiten, verminderd met een door de financiële instellingen vastgesteld commissieloon.

Deze wederinkoop mag evenwel in geen geval gebeuren tegen een lagere waarde dan deze die berekend wordt op basis van de koers van het goud en van de koers van de dollar in Belgische frank op de gereguleerde markt te Brussel, die bestaan op het ogenblik dat de wederinkoop gebeurt. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 juni 1987.

M. EYSKENS

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 87 — 1154

10 JUNI 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op deel X, titel I, tuchtraffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, op de artikelen 32 en 33, op artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, op artikel 42, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 12 juli 1982, op artikel 49, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 januari 1975 en 28 juni 1983, op artikel 51, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1961 en op artikel 52, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1961, 11 januari 1975, 23 september 1975, 4 december 1979 en 28 juni 1983;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité I, gedagtekend 1 augustus 1986;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 11 februari 1986;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o les articles 6, 16, 16bis, 17 et 17bis, § 1er, 20 à 25, 28ter à 39, 45 à 47, 48bis à 48quater, 56 à 62, 70 à 81, 88 et 116 ».

Art. 2. Le chapitre 1er, section 6, du même arrêté, comprenant les articles 32 à 36, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Section 6. — Du régime disciplinaire »

Article 32. § 1er. Les peines que les agents de la carrière du Service extérieur peuvent encourir sont :

- 1^o le rappel à l'ordre;
- 2^o le blâme;
- 3^o la suspension disciplinaire;
- 4^o la rétrogradation;
- 5^o la révocation.

§ 2. La suspension disciplinaire est prononcée pour une période de trois mois au plus.

§ 3. La rétrogradation consiste en l'attribution d'une classe administrative inférieure dans le même niveau.

L'agent prend rang dans la nouvelle classe administrative à la date à laquelle l'attribution de la classe inférieure visée à l'alinéa premier produit ses effets.

§ 4. Le rappel à l'ordre et le blâme sont prononcés par le secrétaire général.

La suspension disciplinaire est prononcée par le Ministre des Relations extérieures.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Article 33. Avant l'application de la peine du rappel à l'ordre ou de celle du blâme ou avant l'intentement de la procédure disciplinaire pour les peines prévues à l'article 32, § 1er, 3^o à 5^o, l'agent est informé par écrit des faits qui lui sont reprochés.

L'agent est ensuite interrogé, oralement ou par écrit, par le secrétaire général.

L'agent dispose d'un délai de vingt jours pour transmettre au secrétaire général un mémoire en défense. Ce délai prend cours le jour de l'audition de l'agent par le secrétaire général ou le jour de la réception par l'agent de l'interrogatoire écrit émanant du secrétaire général.

Si de nouveaux faits sont reprochés à l'agent après son audition, il y a lieu d'accomplir les formalités prévues aux alinéas 1er à 3.

Le mémoire en défense est joint au dossier disciplinaire.

Article 34. § 1er. A l'exception des deux premières peines, les peines prévues à l'article 32, § 1er, sont prononcées sur proposition motivée d'une commission disciplinaire.

Cette commission est composée :

1^o des membres du conseil de direction institué pour les agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, ou de leur suppléants;

2^o de deux agents de la carrière du Service extérieur, appartenant à l'une des trois classes supérieures. Ces agents sont choisis, avec l'agrément du Ministre, par l'agent mis en cause. Si celui-ci, après y avoir été invité, n'a pas fait connaître son choix dans un délai de trente jours francs, le Ministre désigne d'office les deux agents.

Le secrétaire général, qui préside la commission, désigne un ou deux agents du niveau 1 pour assumer le secrétariat.

§ 2. L'intéressé est autorisé à présenter sa défense devant la commission.

Il peut se faire assister par la personne de son choix, dont il communique préalablement le nom à la commission.

Sauf empêchement légitime, il comparait personnellement.

§ 3. Dans un délai de deux mois à partir de la composition définitive de la commission disciplinaire, le secrétaire général communique au Ministre des Relations extérieures la proposition de peine émise par la commission en même temps qu'il avertit l'agent intéressé de cette notification.

A partir de la communication faite par le secrétaire général, le Ministre des Relations extérieures dispose de quarante-cinq jours francs pour notifier à l'agent la proposition de la commission; passé ce délai l'autorité compétente pour infliger la peine est censée y renoncer.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, wordt de bepaling onder 1^o als volgt vervangen :

« 1^o de artikelen 6, 16, 16bis, 17 en 17bis, § 1, 20 tot 25, 28ter tot 39, 45 tot 47, 48bis tot 48quater, 56 tot 62, 70 tot 81, 88 en 116 ».

Art. 2. Hoofdstuk I, afdeling 6, van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 32 tot 36, wordt vervangen als volgt :

« Afdeling 6. — Tuchtregeling »

Artikel 32. § 1. De tuchtstraffen welke de ambtenaren van de Buitenlandse Dienst kunnen oplopen zijn :

- 1^o terechtwijzing;
- 2^o blaam;
- 3^o tuchtschorsing;
- 4^o terugzetting in graad;
- 5^o afzetting.

§ 2. Tuchtschorsing wordt uitgesproken voor ten hoogste drie maanden.

§ 3. Terugzetting in graad bestaat in de toekenning van een lagere administratieve klasse in hetzelfde niveau.

De ambtenaar neemt in de nieuwe administratieve klasse rang op de datum waarop de in het eerste lid bedoelde toekenning van een lagere klasse uitwerking heeft.

§ 4. De terechtwijzing en de blaam werden uitgesproken door de secretaris-generaal.

De tuchtschorsing wordt uitgesproken door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen.

De terugzetting in graad en de afzetting worden uitgesproken door de tot benoemen bevoegde overheid.

Artikel 33. Alvorens de terechtwijzing of de blaam als straf wordt opgelegd of alvorens de tuchtprocedure voor de in artikel 32, § 1, 3^o tot 5^o, genoemde straffen wordt ingesteld, wordt de ambtenaar schriftelijk ingelicht over de feiten die hem ten laste worden gelegd.

De ambtenaar wordt daarna door de secretaris-generaal mondeling of schriftelijk ondervraagd.

De ambtenaar beschikt over een termijn van twintig dagen om een verweerschrift te doen toekomen aan de secretaris-generaal. De termijn gaat in op de dag dat de ambtenaar door de secretaris-generaal wordt gehoord of op de dag dat de ambtenaar de schriftelijke vragen vanwege de secretaris-generaal ontvangt.

Worden de ambtenaar nieuwe feiten ten laste gelegd nadat hij is gehoord, dan dienen de in de leden 1 tot 3 bepaalde formaliteiten te worden vervuld.

Het verweerschrift wordt bij het tuchtdossier gevoegd.

Artikel 34. § 1. Met uitzondering van de eerste twee straffen worden de bij artikel 32, § 1, bepaalde straffen uitgesproken op een met redenen omkleed voorstel van een tuchtcommissie.

Deze commissie bestaat uit :

1^o de leden van de directieraad ingesteld voor de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière, of hun plaatsvervangers;

2^o twee ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst, behorend tot een der drie hogere klassen. Deze ambtenaren worden, met de instemming van de Minister, door de betrokken ambtenaar gekozen. Indien deze, nadat hij daartoe werd verzocht, zijn keuze niet heeft doen kennen binnen dertig volle dagen, wijst de Minister de twee ambtenaren aan.

De secretaris-generaal, die de commissie voorziet wijst een of twee ambtenaren van niveau 1 aan om het secretariaat waar te nemen.

§ 2. De betrokkene is gemachtigd zijn verdediging bij de commissie voor te dragen.

Hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze, wiens naam hij vooraf aan de commissie heeft medegedeeld.

Behalve bij wettige verhindering verschijnt hij persoonlijk.

§ 3. Binnen een termijn van twee maanden na de definitieve samenstelling van de tuchtcommissie, deelt de secretaris-generaal het door de commissie gedane strafvoorstel mede aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en licht hij tegelijkertijd de betrokken ambtenaar over die kennisgeving in.

Met ingang van de kennisgeving door de secretaris-generaal, beschikt de Minister van Buitenlandse Betrekkingen over vijftien-veertig volle dagen om aan de ambtenaar kennis te geven van het voorstel van de commissie; na het verstrijken van die termijn, wordt de overheid die bevoegd is voor het opleggen van de straf, geacht hiervan af te zien.

§ 4. L'agent à charge duquel une peine disciplinaire autre que le rappel à l'ordre et le blâme est proposée peut introduire un recours contre la proposition visée au § 3 auprès de la Chambre de Recours qui donne un avis motivé avant toute décision de l'autorité compétente.

Il dispose à cet effet d'un délai de vingt jours francs à dater du jour de la réception de la notification prévue au § 3, alinéa 2.

Article 35. L'autorité compétente ne peut prononcer une peine plus lourde que celle proposée par la commission disciplinaire.

Aucune peine disciplinaire ne peut produire d'effet pour une période antérieure à son prononcé, sauf disposition réglementaire expresse.

Article 36. § 1er. Lorsque plusieurs faits sont reprochés à l'agent, il n'est néanmoins entamé qu'une seule procédure qui peut ne donner lieu qu'au prononcé d'une seule peine.

Si un nouveau fait est reproché à l'agent pendant le déroulement d'une procédure disciplinaire, une nouvelle procédure peut être entamée sans que la procédure en cours soit nécessairement interrompue.

§ 2. Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Quel que soit le résultat de ces actions l'autorité administrative reste juge de l'opportunité de prononcer une peine disciplinaire.

§ 3. L'action disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui se sont produits ou qui ont été constatés dans les six mois précédant la date à laquelle l'action est entamée.

En cas d'action pénale, l'action disciplinaire doit être entamée dans les six mois qui suivent la date de la communication par le Ministre de la Justice au Ministre des Relations extérieures, de la décision judiciaire définitive.

§ 4. A l'exception de la révocation toute peine disciplinaire est radiée du dossier individuel de l'agent dans les conditions fixées au § 5.

Sans préjudice de l'exécution de la peine, la radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la peine notamment pour l'appréciation des titres à la promotion de l'agent.

§ 5. L'autorité qui a prononcé la peine disciplinaire procède d'office à la radiation de celle-ci après avoir constaté que l'agent a fait preuve d'un comportement irréprochable.

§ 6. Les délais de la radiation sont fixés à :

- six mois pour le rappel à l'ordre;
- neuf mois pour le blâme;
- deux ans pour la suspension disciplinaire;
- trois ans pour la rétrogradation.

Le délai prend cours à la date à laquelle la peine a été prononcée. »

Art. 3. A l'article 39, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o les articles 8, 16, 17 et 17bis, § 1er, 20 à 25, 28ter à 39, 45 à 47, 48bis à 48quater, 56 à 62, 70 à 81, 86 et 116 ».

Art. 4. A l'article 42, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1973 et 12 juillet 1982, l'alinéa 5 est remplacé par les alinéas suivants :

« Sont considérés comme lauréats les candidats qui ont obtenu le minimum des points requis.

Les lauréats classés en ordre utile le sont à concurrence du montant de l'enjeu.

Les lauréats qui ne sont pas classés en ordre utile conservent toutefois le bénéfice de leur réussite pendant un an à compter de la date du procès-verbal du concours visé au paragraphe 2, alinéa 1.

Si au cours de cette période un stagiaire quitte définitivement, à quelque titre que ce soit, la carrière de Chancellerie, il est remplacé par un des lauréats visés au paragraphe 2, alinéa 7.

Ceux-ci sont appelés à entrer en stage dans l'ordre de leur classement.

Entre lauréats de deux concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité. »

§ 4. De ambtenaar tegen wie een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing en de blaam is voorgesteld, kan tegen het in § 3 bedoeld voorstel in beroep gaan bij de Raad van Beroep die vóór iedere beslissing van de overheid een gemotiveerd advies uitbrengt.

Hij beschikt daartoe over een termijn van twintig volle dagen met ingang van de dag van ontvangst van de kennisgeving bedoeld in § 3, tweede lid.

Artikel 35. De bevoegde overheid kan geen zwaardere straf uitspreken dan die welke is voorgesteld door de tuchtcommissie.

Een tuchtstraf kan geen uitwerking hebben over een periode vóór de uitspraak, tenzij een verordeningsbepaling uitdrukkelijk anders luidt.

Artikel 36. § 1. Wanneer de ambtenaar verscheidene feiten ten laste worden gelegd, wordt niettemin slechts één procedure begonnen en kan deze slechts leiden tot het uitspreken van één straf.

Wanneer de ambtenaar in de loop van een tuchtprocedure een nieuw feit ten laste wordt gelegd, kan een nieuwe procedure worden begonnen zonder dat de lopende procedure noodzakelijkerwijs wordt onderbroken.

§ 2. Strafvordering schorst de procedure en de tuchtspraak.

Ongeacht het resultaat van de strafvordering oordeelt alleen de administratieve overheid over de gepastheid een tuchtstraf uit te spreken.

§ 3. De tuchtprocedure mag alleen betrekking hebben op feiten die zich hebben voorgedaan of werden vastgesteld binnen een termijn van zes maand voorafgaande aan de datum waarop de vordering wordt ingesteld.

In geval van strafvordering moet de tuchtprocedure worden ingesteld binnen zes maand na de datum waarop de Minister van Justitie de Minister van Buitenlandse Betrekkingen heeft kennis gegeven van de einduitspraak van het gerecht.

§ 4. Elke tuchtstraf behalve de afzetting wordt in het persoonlijk dossier van de ambtenaar doorgehaald onder de in § 5 bepaalde voorwaarden.

Onverminderd de uitvoering van de straf heeft de doorhaling tot gevolg dat met die straf geen rekening meer mag worden gehouden, inzonderheid bij het beoordelen van de aanspraken van de ambtenaar op bevordering.

§ 5. De overheid die de tuchtstraf heeft uitgesproken gaat van ambtswege over tot de doorhaling ervan wanneer zij heeft vastgesteld dat de ambtenaar heeft blij gegeven van een onberispelijk gedrag.

§ 6. De termijnen van de doorhaling bedragen :

- zes maanden voor de terechtwijzing;
- negen maanden voor de blaam;
- twee jaar voor de tuchtschorsing;
- drie jaar voor de terugzetting in graad.

De termijn loopt vanaf de datum waarop de straf is uitgesproken. »

Art. 3. In artikel 39, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, wordt de bepaling onder 1^o vervangen als volgt :

« 1^o de artikelen 6, 16, 17 en 17bis, § 1, 20 tot 25, 28ter tot 39, 45 tot 47, 48bis tot 48quater, 56 tot 62, 70 tot 81, 86 en 116 ».

Art. 4. In artikel 42, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1973 en 12 juli 1982, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« Als geslaagd worden beschouwd de kandidaten die het vereiste minimum van de punten hebben behaald.

De geslaagden worden batig gerangschikt tot zover de inzet reikt.

De niet batig gerangschikte geslaagden behouden echter het voordeel van hun goede uitslag gedurende één jaar te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, bedoeld in paragraaf 2, eerste lid.

Indien een stagiair gedurende die periode om welke reden ook de Kanselarijcarrière definitief verlaat, wordt hij vervangen door een van de geslaagden bedoeld in paragraaf 2, zevende lid.

Dezen worden voor de proeftijd opgeroepen in de volgorde van hun rangschikking.

Onder geslaagden van twee vergelijkende wervingsexamens wordt voorrang verleend aan die van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum is afgesloten. »

Art. 5. L'article 49, § 1er, alinéa 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 janvier 1975, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'échec, ces agents peuvent se représenter à une session d'examen ultérieure. »

Art. 6. L'article 51 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. A l'administration centrale, les agents de la carrière de Chancellerie portent le titre qui correspond à leur classe administrative, conformément à l'annexe 2 du présent statut. »

Art. 7. L'article 52 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 24 mars 1961, 11 janvier 1975, 23 septembre 1975, 4 décembre 1979 et 28 juin 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 52. § 1er. Excepté les dispositions des articles 32, § 3, alinéa 1er et 34, § 1er, alinéa 2, les dispositions des sections 4 et 6 du chapitre 1er, relatif aux agents de la carrière du Service extérieur, ainsi que celles de l'article 27, sont applicables aux agents de la carrière de Chancellerie.

§ 2. La commission disciplinaire appelée à proposer une peine applicable à un agent de la carrière de Chancellerie est composée :

1° des membres du conseil de direction institué pour les agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie ou de leurs suppléants;

2° soit de deux agents de la carrière du Service extérieur, appartenant à l'une des trois classes supérieures, soit de deux agents de la carrière de Chancellerie appartenant à l'une des deux classes supérieures, soit d'un agent de chacune de ces deux carrières appartenant aux classes définies ci-dessus.

Ces agents sont choisis, avec l'agrément du Ministre par l'agent mis en cause. Si celui-ci après y avoir été invité, n'a pas fait connaître son choix dans un délai de trente jours francs, le Ministre désigne d'office les deux agents.

Le secrétaire général, qui préside la Commission; désigne un ou deux agents du niveau 1 pour assumer le secrétariat.

§ 3. La rétrogradation applicable aux agents de la carrière de Chancellerie consiste en l'attribution d'une classe administrative inférieure dans le même niveau ou dans un niveau inférieur. »

Art. 8. Un article 52bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 52bis. § 1er. S'il y a lieu à promotion à la 1re, à la 3e ou à la 4e classe, le conseil de direction fait au Ministre des Relations extérieures des propositions fondées sur la valeur des agents.

Ces propositions sont notifiées aux agents intéressés. L'agent qui s'estime lésé peut introduire une réclamation avant toute décision.

La réclamation est adressée par écrit au président du conseil de direction avant l'expiration d'un délai de vingt jours francs qui prend cours à dater du jour de la réception des propositions.

Les agents en fonctions à l'étranger auprès d'une mission ou d'un poste font mentionner leur réclamation sur le bordereau de la valise diplomatique par laquelle la réclamation est envoyée.

Les autres agents envoient leur réclamation par pli recommandé à la poste.

§ 2. L'agent qui se propose de contracter mariage doit faire connaître son intention au Ministre au moins nonante jours avant la célébration.

§ 3. Les agents de la carrière de Chancellerie sont mis d'office à la retraite à l'âge de 65 ans.

Toutefois, ils peuvent être maintenus en activité au-delà du premier du mois qui suit celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de 65 ans, pendant une période maximum de trois mois, lorsque pour des raisons impérieuses de service, indépendantes de leur volonté, il leur aura été impossible de prendre leur congé de poste.

§ 4. Les agents qui auront été en activité de service pendant au moins quinze ans pourront être autorisés, par arrêté qui leur accorde la démission de leurs fonctions, à porter le titre honorifique qui correspond à leur classe administrative, conformément à l'annexe 2 du présent statut.

Cette autorisation pourra être retirée par arrêté royal sur la proposition motivée du Ministre des Relations extérieures. »

Art. 5. Artikel 49, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1975, wordt vervangen als volgt :

« Zijn die ambtenaren gezakt dan mogen zij zich bij een latere examenzitting opnieuw aanmelden. »

Art. 6. Artikel 51 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1961, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 51. Bij het hoofdbestuur voeren de ambtenaren van de Kanselarijcarrière de titel die overeenstemt met hun administratieve klasse, overeenkomstig bijlage 2 bij dit statuut. »

Art. 7. Artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1961, 11 januari 1975, 23 september 1975, 4 december 1979 en 28 juni 1983, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 52. § 1. Met uitzondering van de bepalingen van de artikelen 32, § 3, eerste lid, en 34, § 1, tweede lid, is het bepaalde bij afdelingen 4 en 6 van hoofdstuk I betreffende de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst alsmede het bepaalde in artikel 27 toepasselijk op de ambtenaren van de Kanselarijcarrière.

§ 2. De tuchtcommissie bevoegd om een straf voor te stellen voor een ambtenaar van de Kanselarijcarrière bestaat uit :

1° de leden van de directieraad ingesteld voor de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière, of hun plaatsvervangers;

2° ofwel twee ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst behorende tot een der drie hogere klassen, ofwel twee ambtenaren van de Kanselarijcarrière behorende tot een der twee hogere klassen, ofwel één ambtenaar van de ene en één van de andere carrière behorende tot de bovenvermelde aangegeven klassen.

Deze ambtenaren worden, met de instemming van de Minister, door de betrokken ambtenaar gekozen. Indien deze, nadat hij daartoe werd verzocht, zijn keuze niet heeft doen kennen binnen dertig volle dagen, wijst de Minister de twee ambtenaren aan.

De secretaris-generaal, die de commissie voorzigt wijst een of twee ambtenaren van niveau 1 aan om het secretariaat waar te nemen.

§ 3. Voor de ambtenaren van de Kanselarijcarrière bestaat de terugzetting in graad in de toekenning van een lagere administratieve klasse in hetzelfde of in een lager niveau. »

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 52bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 52bis. § 1. Is er aanleiding tot bevordering tot de eerste, de derde of de vierde klasse, dan doet de directieraad aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen voorstellen op grond van de waarde van de personeelsleden.

Van die voorstellen wordt aan de betrokken ambtenaren kennis gegeven. De ambtenaar die zich benadeeld acht kan bezwaar aantekenen voordat enige beslissing wordt genomen.

Het bezwaar wordt schriftelijk aan de voorzitter van de directieraad gericht vóór het verstrijken van een termijn van twintig volle dagen, die ingaat op de dag van de ontvangst van de voorstellen.

De ambtenaren die in het buitenland in functie zijn, bij een zending of een post, doen hun bezwaarschrift vermelden op het borderel van de diplomatieke tas waarmee het verzonden wordt.

De overige ambtenaren verzenden hun bezwaarschrift bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. Het personeelslid dat voornemens is in het huwelijk te treden, moet ten minste negentig dagen vóór het voltrekken van het huwelijk zijn voornemen aan de Minister meedelen.

§ 3. De personeelsleden van de Kanselarijcarrière worden van ambtswege gepensioneerd op de leeftijd van 65 jaar.

Zij kunnen evenwel na de eerste maand volgend op de maand tijdens welke zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, in activiteit behouden worden voor een maximumperiode van drie maanden, wanneer zij, om gebiedende dienstredenen buiten hun wil, hun post-verlof niet hebben kunnen nemen.

§ 4. De ambtenaren die gedurende ten minste vijftien jaar in werkelijke dienst zijn geweest, kunnen bij het besluit waarbij hun het ontslag uit hun functies wordt verleend, gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel die overeenstemt met hun administratieve klasse overeenkomstig bijlage 2 bij dit statuut.

Deze machtiging kan worden ingetrokken bij koninklijk besluit op een met redenen omkleed voorstel van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen. »

Art. 9. Au même arrêté est ajoutée l'annexe suivante :

* Correspondance entre les classes administratives de la carrière de Chancellerie et le titre des agents relevant de ces classes :

- 1re classe : directeur de Chancellerie;
- 2e classe : chef de bureau de Chancellerie;
- 3e classe : chef administratif de Chancellerie;
- 4e classe : sous-chef de bureau de Chancellerie;
- 5e classe : rédacteur de Chancellerie. »

Dispositions transitoires et finales

Art. 10. Les peines disciplinaires prononcées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à produire leurs effets.

L'action disciplinaire entamée avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est poursuivie selon les dispositions statutaires applicables avant cette date.

Art. 11. Les peines disciplinaires prononcées en vertu des dispositions statutaires qui étaient applicables avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont radiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

La réprimande peut être radiée après un délai de six mois.

Pour toutes les peines disciplinaires visées aux alinéas 1er et 2, le délai court à partir de la date à laquelle la peine a été prononcée, sans que la radiation puisse toutefois avoir lieu avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1987.

Art. 13. Notre Ministre des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 1155

19 JUNI 1987. — Arrêté royal accordant à la S.N.C. Plavina & Cie, à Audenarde, une dérogation temporaire à certaines dispositions de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés dans le cadre d'une expérience d'aménagement du temps de travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible, notamment l'article 11;

Vu la convention d'aménagement du temps de travail conclue le 17 mars 1987 entre la S.N.C. Plavina & Cie, à Audenarde, les membres de la délégation syndicale des travailleurs de cette entreprise et les organisations représentatives des travailleurs, et signée par Notre Ministre de l'Emploi et du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment, l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence :

Considérant que l'instauration d'un nouveau régime de travail dans la S.N.C. Plavina & Cie, à Audenarde, justifie l'octroi sans délai d'une dérogation temporaire à certaines dispositions de la loi du

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982, *Moniteur belge* du 20 janvier 1983.

Art. 9. Aan hetzelfde besluit wordt de volgende bijlage toegevoegd :

* Overeenstemming tussen de administratieve klassen van de Kanselarijcarrière en de titel van de ambtenaren behorend tot deze klassen :

- 1e klasse : Kanselarijdirecteur;
- 2e klasse : Kanselarijbureauchef;
- 3e klasse : Kanselarijbestuurschef;
- 4e klasse : Kanselarij-onderbureauchef;
- 5e klasse : Kanselarij-opsteller. »

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 10. De tuchtstraffen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit uitgesproken zijn, blijven uitwerking hebben.

De tuchtvordering die ingesteld is vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt afgehandeld volgens de statuutbepalingen die vóór deze datum van kracht waren.

Art. 11. De tuchtstraffen uitgesproken bij toepassing van de statuutbepalingen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit van kracht waren, worden doorgehaald overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De berisping kan worden doorgehaald na een termijn van zes maanden.

Voor alle tuchtstraffen bedoeld in het eerste en tweede lid loopt de termijn vanaf de datum waarop de straf uitgesproken is, zonder dat de doorhaling nochtans kan geschieden vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1987.

Art. 13. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 1155

19 JUNI 1987. — Koninklijk besluit waarbij aan de V.O.F. Plavina & Cie, te Oudenaarde, een tijdelijke afwijking wordt verleend van sommige bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen in het kader van een experiment tot aanpassing van de arbeidstijd (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd in de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd gesloten op 17 maart 1987 tussen de V.O.F. Plavina & Cie, te Oudenaarde, de leden van de vakbondsafvaardiging van de werknemers van voormelde onderneming en de representatieve werknemersorganisaties, en medeondertekend door Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid :

Overwegende dat het invoeren van een nieuwe arbeidsregeling in de V.O.F. Plavina & Cie, te Oudenaarde, het onmiddellijk toekennen van een tijdelijke afwijking van sommige bepalingen van de wet

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982, *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 1983.